

**Conseil des ministres -  
Accords-cadres entre la France et la  
Suisse et la France et le  
Luxembourg sur la coopération  
sanitaire transfrontalière  
(Paris, 22 novembre 2017)**

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière.

Les zones frontalières sont des espaces privilégiés pour le développement de coopérations entre États voisins, en particulier pour répondre de la manière la plus adéquate aux besoins des populations vivant de part et d'autre de la frontière.

L'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement de la République française et le conseil fédéral suisse et l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière favoriseront le développement de la coopération sanitaire transfrontalière entre la France et la Suisse, d'une part, et entre la France et le Luxembourg, d'autre part, au bénéfice concret et direct des citoyens. L'objectif est d'assurer un meilleur accès à des soins de qualité pour les bassins de vie autour de la frontière, en garantissant une continuité des soins et un recours plus rapide au secours d'urgence, et en favorisant la mutualisation des connaissances, des pratiques, et des moyens humains et matériels.

Ces accords-cadres permettront en outre aux acteurs locaux de mettre en place des conventions locales de coopération destinées à organiser la complémentarité de l'offre de soins dans la zone frontalière, en fonction des déficits et besoins constatés./.